



Assemblée générale

Distr. générale
23 juillet 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-huitième session

13 septembre-1^{er} octobre 2021

Point 1 de l'ordre du jour

Questions d'organisation et de procédure

Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme*

Note du Secrétaire général

1. Conformément à sa résolution 5/1, le Conseil des droits de l'homme doit élire son Comité consultatif, composé de 18 experts siégeant à titre individuel et dont la candidature est proposée par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à l'issue de consultations avec les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile, au scrutin secret, sur la liste des candidats dont les noms auront été présentés conformément aux conditions arrêtées.
2. La répartition géographique des membres est la suivante :
 - a) États d'Afrique : 5 ;
 - b) États d'Asie et du Pacifique : 5 ;
 - c) États d'Europe orientale : 2 ;
 - d) États d'Amérique latine et des Caraïbes : 3 ;
 - e) États d'Europe occidentale et autres États : 3.
3. À sa sixième session, le Conseil a adopté la décision 6/102 sur le suivi de sa résolution 5/1, dans laquelle sont énoncés les critères techniques et objectifs de présentation des candidatures. Ces critères sont les suivants :
 - a) Compétence et expérience reconnues dans le domaine des droits de l'homme ;
 - b) Haute moralité ;
 - c) Indépendance et impartialité.
4. Les États sont priés d'appliquer les directives suivantes concernant les critères techniques et objectifs pour la sélection de leurs candidats :
 - a) Compétence et expérience :
 - i) Études universitaires dans le domaine des droits de l'homme ou dans des domaines connexes et/ou expérience directe ou indirecte du rôle de responsable ou d'organisateur dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux national, régional ou international ;

* L'annexe au présent document est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans la langue de l'original seulement.



- ii) Expérience appréciable (cinq années au moins) et contributions personnelles dans le domaine des droits de l'homme ;
- iii) Connaissance du système des Nations Unies et des mandats et politiques institutionnels ayant trait aux activités dans ce domaine, ainsi que des instruments, normes et disciplines relatifs aux droits de l'homme ; une bonne connaissance des différents systèmes juridiques et des différentes civilisations serait souhaitable ;
- iv) Maîtrise d'au moins une des langues officielles de l'ONU ;
- v) Temps à consacrer aux travaux du Comité consultatif, pour concourir à son efficacité, tant en assistant à ses sessions qu'en menant à bien les activités prescrites entre les sessions ;
- b) Haute moralité ;
- c) Indépendance et impartialité : les personnes ayant de hautes responsabilités dans un gouvernement ou dans toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat seront écartées ; les membres élus au Comité consultatif siégeront à titre individuel ;
- d) Autres considérations : le principe du non-cumul des mandats dans le domaine des droits de l'homme doit être respecté.

5. Lorsqu'il élira les membres du Comité consultatif, le Conseil devrait accorder l'attention voulue à l'équilibre entre les sexes et à une représentation appropriée des différentes civilisations et des différents systèmes juridiques.

6. À sa septième session, le Conseil des droits de l'homme a élu pour la première fois les 18 membres du Comité consultatif. Quatre membres ont été élus pour un mandat d'un an, sept pour un mandat de deux ans et sept autres pour un mandat de trois ans.

7. À sa quarante-huitième session, conformément à son programme de travail annuel, le Conseil des droits de l'homme procédera à des élections afin de pourvoir les quatre sièges vacants du Comité consultatif. Parmi ces 4 sièges, 1 revient aux États d'Afrique, 1 aux États d'Asie et du Pacifique, 1 aux États d'Amérique latine et des Caraïbes et 1 aux États d'Europe occidentale et autres États.

8. Conformément au paragraphe 71 de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, la liste des candidats doit être close deux mois avant la date de l'élection et le secrétariat doit communiquer cette liste et les informations pertinentes aux États Membres et les rendre publiques au moins un mois avant l'élection.

9. Le 7 avril 2021, le secrétariat du Conseil des droits de l'homme a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés pour les encourager à présenter des candidats, et les a informés que la date limite de soumission des candidatures était le 7 juin 2021.

10. Le secrétariat a alors reçu cinq candidatures pour l'élection de 2021 au Comité consultatif, de la part des Gouvernements brésilien, grec, iranien, saoudien et sénégalais.

11. Les candidatures reçues sont présentées ci-après ; les curriculum vitae des candidats figurent en annexe.

États d'Afrique

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Sénégal	Cheikh Tidiane Thiam

États d'Asie et du Pacifique

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Arabie saoudite	Nurah Maziad S. Alamro
République islamique d'Iran	Seyed Mohsen Emadi

États d'Amérique latine et des Caraïbes

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Brésil	José Augusto Lindgren Alves

États d'Europe occidentale et autres États

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Grèce	Vassilis Tzevelekos

Annexe*

Cheikh Tidiane Thiam (Senegal)

[Original: French]

1. Renseignements personnels

- Ambassadeur
- Conseiller Technique du Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur,
- Ancien Directeur Général des Affaires Juridiques et Consulaires au Ministère des Affaires étrangères, de la République du Sénégal
- Membre de la Commission de l'Union Africaine pour le Droit international (CUADI/AUCIL),
- Membre de la Commission Permanente et Indépendante des Droits de l'Homme de l'OCI (CPIDH).

2. Diplômes et certificats

- Licence de Droit public, 1976 (option Droit International, Relations Internationales, Université Cheikh Anta Diop de Dakar);
- D.E.A. (Diplôme d'Etudes Approfondies) Droit Public, 1977, Université de Paris V;
- D.E.A. (Diplôme d'Etudes Approfondies) Sciences politiques (Politique internationale), 1978, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne;
- Diplôme de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (U.N.I.T.A.R.) : Diplôme de Droit International, La Haye, 1981;
- Certificat de l'Institut Henry-Dunant (Séminaire africain sur le Droit international humanitaire), 1983;
- Certificat de l'Académie de Droit International de La Haye, Programme extérieur : Droits de l'Homme, Principes et Pratiques du Droit international), 1988;
- Thèse de Doctorat d'Etat en Droit International soutenue devant l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne en juin 1989 sur le thème : « Décolonisation et succession d'Etats en Afrique, Contribution à l'étude de la succession à l'ordre juridique », Mention Très honorable.

3. Résumé des qualifications professionnelles/expertise

Enseignements:

- Trente (36) années d'expérience professionnelle dans l'enseignement et la recherche à l'Université dont dix-sept (17) de responsabilités administratives et treize années (13) à la tête d'une direction scientifique.
- Dispense à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar depuis 1979 les cours suivants :
 - Institutions Internationales (de 1989 à 2001)
 - Droit international public (enseignement pratique : 1980–1989 ; cours théorique, 3ème Année : 1989–2007)
 - Droit constitutionnel et Institutions politiques (enseignement pratique : de 1979 à 1989)

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

- Histoire des Idées politiques (de 1992 à 2001)
- Méthodologie de la recherche et de la rédaction (de 1980 à 2001)
- Droit des Communications internationales (2000–2001)
- Chargé de Cours de Droit international public et d’Institutions internationales à l’ENAM (Ecole Nationale d’Administration et de Magistrature de Dakar) Section Diplomatie (depuis 1980).

Recherches :

- Droit international public :
 - Succession d’Etats – Droits de l’Homme – Droit International humanitaire et des conflits armés – Droit de la mer, Résolution des conflits – Droit des traités – Sécurité internationale – Droit au développement –
- Science administrative – Droit constitutionnel et Sciences Politiques – Droit public interne-

Activités scientifiques

- Membre de l’ex-Groupe intergouvernemental d’Experts des Nations Unies sur le Droit au Développement (Commission des Droits de l’Homme, Rés. 1996/15), 1996–1998.
 - A représenté l’Etat du Sénégal en qualité de plénipotentiaire et d’expert juriste à la Conférence diplomatique de codification sur la succession d’Etats en matière de Biens, Archives et Dettes d’Etat (Vienne 1983).
 - Conseiller en service extraordinaire au Conseil d’Etat, la plus haute juridiction administrative du Sénégal, de 1999 à 2001.
 - Plusieurs fois auditeur de l’Académie de Droit international de La Haye.
 - Coordinateur et Rapporteur Général du Colloque international de Dakar sur l’Enseignement de Droit international et la Recherche en Droit international en Afrique (Dec. 1985).
- Rapporteur spécial de la Commission de l’Union africaine sur le droit international (CUADI) sur la délimitation et la démarcation des frontières en Afrique;
- Rapporteur de la CUADI sur la codification du Principe de l’intangibilité des frontières en Afrique;
- Rapporteur de la CUADI sur l’étude relative au droit de l’intégration en Afrique de l’Ouest.
- Rapporteur spécial de la CUADI l’étude relative au Cadre juridique de la migration en Afrique ;
- Président du Groupe de Travail sur les Publications de la CUADI ;
- Président du Forum de la CUADI sur le Droit de l’intégration régionale en Afrique, 2013 ;
- Président du Groupe de Travail de la CPIDH sur le Droit au développement, 2018 ;
- Co-auteur de l’étude en cours de la CPIDH sur la protection des Droits de l’Homme dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, 2018 ;
- Co-Responsable de l’étude sur les Causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées, dans le cadre du Processus de Rabat sur la Migration et le Développement, 2017–2018.

Participation à de nombreuses rencontres et négociations internationales, notamment:

- Aux sessions de l’ancienne Commission des Droits de l’Homme,

- Aux sessions de l'actuel Conseil des Droits de l'Homme, ainsi que de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples,

(Rubrique non détaillée).

Fonctions et responsabilités scientifiques et administratives et en matière contentieuse

- Agent de l'Etat du Sénégal devant la Cour internationale de Justice (CIJ): représentant l'Etat du Sénégal devant la Cour, dans le cadre de l'Affaire Belgique c Sénégal, touchant quelques questions relatives à l'obligation de juger ou d'extrader ; (février 2009 à juillet 2012) ;
- Plusieurs fois Chef de Délégation et Coordonnateur de l'équipe de Conseils de défense des intérêts de l'Etat du Sénégal devant la Cour de Justice de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- Chef de délégation en charge de la présentation, devant le Comité Contre la Torture des Nations Unies, des « 3ème, 4ème, 5ème et 6ème Rapports périodiques du Sénégal, Genève, novembre 2012 ;
- Chef de délégation en charge de la présentation, devant la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Banjul), des 8ème, 9ème, 10ème et 11ème Rapports périodiques du Sénégal au titre de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, avril-mai 2015 ;
- A coordonné et préparé le dossier de candidature à l'élection du Sénégal parmi les premiers membres du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies ainsi que celui de son premier passage devant le Mécanisme d'Evaluation Périodique Universel (EPU/UPR) ;
- Ancien Membre du Comité de l'OCI pour l'examen des conditions de la levée du blocus israélien sur Gaza, octobre 2010 ;
- Co-président du Comité de Pilotage du Processus Euro-Africain de Rabat sur la Migration et le Développement (2011–2013) ;
- Point Focal National en matière de Migration ;
- Point Focal et Coordinateur National dans le cadre du dossier d'Extension des limites du Plateau continental du Sénégal au-delà des 200 milles marins (Dossier commun soumis par 7 pays de la sous-région ouest africaine à la Commission des Nations Unies sur les Limites du Plateau Continental) ;
- Co-Président du Comité Mixte Paritaire de suivi France-Sénégal sur les Accords franco-sénégalais de Gestion des Flux Migratoires ;
- Co-Président des Consultations bilatérales annuelles sénégallo-suisse dans le domaine des droits de l'homme ;
- Ancien membre de la Commission Nationale de Gestion des Frontières du Sénégal ;
- Membre du Comité national de suivi de l'Exploitation du Pétrole et du Gaz ;
- Membre du Comité de Pilotage du Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires Frontaliers du Sénégal (PUMA) ;
- Co-Président des Négociations bilatérales Sénégal-Japon, pour la conclusion d'un accord financier, 2017–2018 ;
- Co-Président des Négociations Sénégal-Etats Unis d'Amérique, pour la conclusion d'un accord de Défense ;
- Co-Président des Négociations Sénégal-République Populaire de Chine, pour la conclusion d'un accord de coopération judiciaire ;
- Ancien Président du Comité sur le Fonds de la Recherche à l'Université (Sénégal) (de sa création à 2000) ;

- A dirigé les travaux de la Sous-commission établie par la Faculté des Sciences juridiques et économiques de Dakar, à la demande de l'Université, sur les *Franchises et Libertés universitaires* ;
- Directeur, puis Directeur Général des Affaires Juridiques et Consulaires au Ministère des Affaires Etrangères de la République du Sénégal, 2001–2014 ;
- Directeur du C.R.E.D.I.L.A (Centre de Recherche, d'Etude et de Documentation sur les Institutions et les Législations Africaines), 1990–1998, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques – Université Cheikh Anta DIOP de Dakar ;
- Secrétaire Général et Responsable de la publication « Annales Africaines », Revue de Droit, d'Economie et de Gestion de la Faculté des Sciences juridiques et Economiques de l'Université de Dakar (paraissant depuis 1954), de 1985 à 1998 ;
- Associé à la direction et membre du Jury de soutenance de la thèse de doctorat d'Etat en Droit soutenue par M. Marcelin Obou ABIE sur « La Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et Intégration régionale », Faculté des Sciences juridiques et politiques, UCAD, Dakar, 20 novembre 1998 ;
- Membre du Jury de la thèse de Doctorat d'Etat soutenue par M. Seydou Nourou TALL, sur « Théories et Réalités du Droit international humanitaire : contribution à l'étude de l'application du Droit des conflits armés en Afrique noire contemporaine », Faculté des Sciences juridiques et politiques, UCAD, Dakar, 4 janvier 2001 ;
- Président du Jury de soutenance de la thèse de Doctorat d'Etat en droit public (option Droit international public) soutenue par M. Kémoko DIAKITE sur « la problématique de l'intervention des Nations Unies dans le règlement des conflits en Afrique » devant la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, UCAD, Dakar, 13 avril 2009 ;
- Membre de plusieurs Organisations et Sociétés Scientifiques :
 - Membre fondateur de l'Association Africaine de Droit International
 - Ancien membre de l'Association Africaine de Droit International et Comparé

Publications

Plusieurs ouvrages, dont:

- Les Etats et la violence : Guerres de libération nationale et Conflits armés internes / Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du Droit international humanitaire, Mémoire DEA Science politique, Université de Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 1978, 120 p.
- Décolonisation et succession d'Etats en Afrique : Contribution à l'étude de la succession à l'ordre juridique. Thèse Doctorat d'Etat en Droit (Droit International Public) présentée et soutenue en juin 1989 devant l'Université de Paris I – Panthéon – Sorbonne, 709 p, 2 volumes.
- *Droit Public du Sénégal*, Vol. I, l'Etat et le Citoyen (Textes et Documents), Dakar, les Editions du CREDILA, 1993, 309p.
- Législations et pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest (Cheikh Tidiane THIAM et Demba SY), Paris, l'Harmattan, (CREDILA – PANOS), 1997, 143p.
- *Breaking monopolies – Legislation and radio pluralism in West Africa* (Cheikh Tidiane THIAM et Demba SY), Lusaka, Aquila Printers, (CREDILA – PANOS), 1996, 93p.
- Cheikh Tidiane THIAM (Editeur), *La Régionalisation : Approche sénégalaise et Expérience française*, Dakar, Les Editions du CREDILA, 1998, 376p.
- Cheikh Tidiane THIAM (Coordinateur), Guide sur l'utilisation des données migratoires au Sénégal (Préface), ICMPD, UE, FIIAPP, Juin 2018;

Plusieurs articles, études et interventions dont:

- Encyclopédie Juridique de l'Afrique (1982) T. II, Chapitre IV, Succession d'Etats, Dakar-Lomé-Abidjan, NEA, 1982.
- « Faut-il créer un Ombudsman au Sénégal ? », *le Soleil (Quotidien)*, du 19 et du 20 juillet 1982.
- « Faut-il créer un Ombudsman au Sénégal ? », *Annales Africaines*, Revue de Droit, d'Economie et de Gestion de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques (Université de Dakar), 1983–1984–1985, pp. 57–66.
- « Le concept de sécurité en Afrique » (Conférence des Instituts de Recherche africains, Alger, 24–25 mars 1990), ONU, UNIDIR/90/109, New-York, 1991, pp. 32 et s. et pp. 112 et s.
- « La recherche en Droit international en Afrique » In L'Afrique et le Droit international, *Annales Africaines*, N° spécial, 1986–1987–1988 (Actes du Colloque international de Dakar sur l'Enseignement du Droit international et la Recherche de Droit international en Afrique), Dakar, 11–13 déc. 185.
- « La Convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et dette d'Etat », *Annales Africaines*, 1983–1984–1985, pp. 283–304 ;
- « De la Communauté à la lumière des idées politiques et institutionnelles du Général De GAULLE » (Colloque Charles De GAULLE et le Sénégal) Ambassade de France et Mission de Coopération à Dakar, 1990, pp. 210–217.
- « L'intervention sénégalaise dans la résolution de la crise bissau-guinéenne », 1999.
- « De l'Acte constitutif de l'Union Africaine », novembre 2000.
- « Citoyens, Etat, Développement », Texte d'une Conférence donnée devant la Convention des Saint-Louisiens, juillet 1991.
- « Aspects juridiques de l'Institutionnel Francophone » – Contribution de l'Etat du Sénégal au Sommet de Chaillot – (en collaboration) – Dakar, novembre 1991.
- A rédigé l'Exposé du Gouvernement du Sénégal, prononcé le 24 février 2004, devant la Cour internationale de Justice dans le cadre des audiences publiques organisées lors de l'examen, par la Cour, de la Demande d'avis sur les conséquences juridiques de l'édification par l'Etat d'Israël d'un mur dans les territoires palestiniens occupés.
- Auteur de « Droit au Développement et NEPAD », communication lors des Consultations Francophones en marge de la 60ème Session de la Commission des Droits de l'Homme, Genève, avril 2004.
- Auteur de « Droits Humains et Clonage », communication lors des Consultations Francophones en marge de la 61ème Session de la Commission des Droits de l'Homme, Genève, 6 avril 2005.
- Auteur de la Communication sur le thème « les principales réalisations, les contraintes et les difficultés rencontrées par le Comité contre la Torture des Nations Unies », à l'occasion de la célébration du 25ème anniversaire du Comité, Genève, 7 mai 2013.
- A rédigé l'Acte constitutif et le Règlement administratif et financier de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC), adoptés à Yaoundé en 1996.
- A conçu et rédigé la Convention internationale portant création (ainsi que le statut, le Règlement intérieur, le Manuel de Procédures et l'Accord de siège) de la Fondation « KARANTA » pour l'Appui aux Politiques d'Education Non Formelle en Afrique (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Niger), ratifiée en 2004 par l'Etat du Sénégal.
- A réalisé la restructuration juridique et institutionnelle du Bureau Africain des Sciences de l'Education (BASE), institution spécialisée de l'OUA/Union Africaine, juillet 2001,

Langues

Français (lu, écrit, parlé couramment). Autres langues de travail : Anglais et espagnol

Nurah Maziad S. Alamro (Saudi Arabia)

I. Professional experience

2020–Current	Board Member, Saudi Human Rights Commission – Saudi Arabia
2020–Current	Member, Committee on Economic, Social and Cultural Rights (CESCR), Saudi Human Rights Commission – Saudi Arabia
2020–Current	Board Member, General Supervisory Board for Mental Health Care, Saudi Health Council – Saudi Arabia
2020–Current	Member, National Committee of Environmental Public Health, Public Health Authority (Weqaya) – Saudi Arabia
2019–Current	Consultant of Public Health, King Saud University Medical City, King Saud University – Saudi Arabia
2017–Current	Assistant Professor of Public Health, College of Medicine, King Saud University – Saudi Arabia
2017–Current	Member, Women’s Leadership Board, Women and Public Policy Program, Harvard University – Cambridge, MA
2014–Current	Centennial Fellow, Harvard T.H. Chan School of Public Health, Harvard University – Boston, MA
2018–2019	Chief of Staff, Quality of Life Program 2020, Vision 2030 – Saudi Arabia
2018–2018	Interim CEO, Quality of Life Program 2020, Vision 2030 – Saudi Arabia
2016–2018	Minister’s Advisor, Ministry of Economy & Planning – Saudi Arabia
2014–2017	Health Policy & Legislation Advisor, AsShura Council – Saudi Arabia
2015–2016	Minister’s Advisor, Ministry of Labor – Saudi Arabia
2014–2016	Minister’s Advisor, Ministry of Health – Saudi Arabia
2014–2015	Faculty, Institute for Healthcare Improvement (IHI) – Boston, MA
2013–2014	Policy Fellow, AsShura Council – Saudi Arabia
2011–2014	Opinion Writer, AlWatan daily newspaper – Saudi Arabia
2011–2012	Researcher, Public Health and Epidemiology Research – Saudi Arabia
2011–2012	Program advisor, Ministry of Health – Saudi Arabia
2010–2017	Lecturer, College of Medicine, King Saud University – Saudi Arabia
2005–2010	Demonstrator, College of Medicine, King Saud University – Saudi Arabia

II. Education

2014–2017	DrPH (Doctorate of Public Health), Public Health Leadership Harvard University – Harvard T.H Chan School of Public Health – Boston, MA
2012–2014	DrPHc (Doctorate of Public Health Candidate), International Health – Health Policy & Management – Boston University – School of Public Health – Boston, MA
2005–2007	Masters in Public Health, Clinical Epidemiology University of Alberta – School of Public Health Edmonton, AB

1998–2004

MBBS (Bachelor of Medicine and Bachelor of Surgery) – King Saud University, Riyadh, Saudi Arabia

III. Skills and abilities

Languages Arabic and English

Research Quantitative, Qualitative, Mixed and Action Methods

Software Polimap, Epi-Info, CPro; SAS, STATA, Nvivo, ArcGIS, Microsoft Office, and Qualtrics

Competencies

Apply effective management, leadership, and communication strategies at the organizational and system levels.

Employ effective team building and peer-coaching techniques to lead and empower others.

Persuade the public, professionals, policymakers, and other key constituents on issues utilizing scientific evidence, stakeholder input, public opinion data, and other key sources of information.

Analyze the causes of conflict in organizations and identify the appropriate use of power vs. influence to reach a successful resolution.

An analytically savvy, flexible, efficacious negotiator.

IV. International representation

Delegate – Saudi Arabia

United Nations Economic and Social Council. High-Level Political Forum on Sustainable Development. – New York, USA, July 2016

Delegate – Saudi Arabia

World Health Organization. Ministerial Meeting on Universal Health Coverage. – Singapore, February 2015

V. Publications and conferences

Several publications and articles in Arabic and English in national and international academic journals and newspapers. Chaired and spoke in seminars, lectures, and sessions at national and international venues. Participated in several national reports and policy briefs on social and economic reforms under Saudi Vision 2030.

Seyed Mohsen Emadi (Islamic Republic of Iran)

Languages: English and Arabic.

I. Current position

Senior Research fellow on human rights at the Institute for Political and International Studies, (MFA), I.R. Iran

II. Educational background:

Ph.D candidate in International Relations, Kharazmi University, Iran

M.A in Political Science, 1987–1989, Tehran

B.A in Political Science, 1982–1987, Tehran

UNITAR international courses

III. Main activities in the field of human rights:

Member of the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues (2017–19), (Candidate of Asian Group, endorsed by the ECOSOC)

Member of the United Nations – NGO Committee, (2004–2006) & (2007–2010)

Member of the Drafting Committee on Durban Declaration and Plan of Action (2000–2001)

Chairman of the Drafting Committee of the Tehran Declaration on the Fight against Racism – (Geneva – 2000)

Member of the Drafting Working Group on Optional Protocol to the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Geneva – 2000–2002)

Member of the Drafting Working Group on the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearances, (Geneva – 2003–2005)

Member of the Bureau of the World Conference against Racism and Racial Discrimination, Durban, (2001)

Counselor, Permanent Mission of I.R.Iran to the United Nations, New York, (2007–2010), working on the Third Committee issues (cultural and social affairs & human rights)

Representative of Iran at the Commission on the Status of Women (New York, 52nd, 53rd and 54th sessions)

Representative of Iran at the Commission on Social Development (New York, 46th, 47th and 48th sessions)

Second Secretary, Permanent Mission of Iran to the United Nations, Geneva, human rights expert, Commission on Human Rights (2000–2004)

Member of the Iranian delegation to the Human Rights Council (2010–2016)

IV. Working experiences with other international organizations:

Working experience with the Organization of the Islamic Cooperation, the Non-Aligned Movement and Group-77

Member of the organizing committee of the Conference establishing Parliamentary Union of the Islamic Countries, Tehran, 1999

V. Working experiences at the Ministry of Foreign Affairs of I.R. Iran related to human rights

Senior Research fellow, Institute for Political and International Issues, MFA, Iran (2021–)

Deputy Director General on Human Rights and Women Rights (2016–2017)

Director, Department of Human Rights, (2012–2016)

Counsellor, Permanent Mission of Iran to the United Nations, New York (2007–2011) Third Committee Expert

Deputy Director, Department of Human Rights, (2011–2012)

Deputy Director, Department of Human Rights, (2004–2007)

Second Secretary, Permanent Mission of Iran to the United Nations, Geneva (2000–2004)
Human Rights Expert, working with CHR

VI. Other educational activities related to human rights:

A. Books

Political Theories, a text for university students of Tehran Azad University, 1990

Economic Community of West African States, 1997

B. Articles

Security Council economic sanctions and human rights,

The responsibility of transnational corporations to respect International Human Rights Law,

Evolution of human rights concept since the adoption of the UDHR,

Theories of international relations and human rights,

Human rights and cultural diversity; how to promote human rights in a culturally diverse world?

José Augusto Lindgren Alves (Brazil)

35 years of experience in different bodies of the United Nations, especially in the areas of human rights and social issues, both as a delegate and as an expert

Member of the Advisory Committee to the United Nations Council on Human Rights, 2019–2021

Executive–Secretary of the Institute for Public Policies on Human Rights of Mercosur (Buenos Aires, 2017–2018)

Member of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD) for four terms (2002–2017)

National Coordinator for the Alliance of Civilizations, Brasília, 2008–2010

Delegate to the World Conference on Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance, Durban, 2001

Member of the former United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Geneva, 1994–1997

Delegate to the United Nations Conference on Human Settlements – Habitat II, Istanbul, 1996

General Director of the Department of Human Rights and Social Issues of the Ministry of External Relations, Brasília, 1995–1996

Delegate to the IV World Conference on Women: Beijing, 1995

Delegate to the Conference on Population and Development, Cairo, 1994

Delegate to the World Conference on Human Rights, Vienna, 1993. Coordinator of the “task force” that helped to negotiate the Vienna Program of Action in the World Conference on Human Rights, Vienna, 1993

Among other publications, he has authored:

Book: *É Preciso Salvar os Direitos Humanos*, São Paulo, Perspectiva, 2018 (“Human Rights must be saved”)

Book: *Os Direitos Humanos na Pós-modernidade*, São Paulo, Perspectiva, 2006 (“Human Rights in Post-modernity”);

Essay: The Durban Conference Against Racism and Everyone’s Responsibilities, in the Netherlands Quarterly of Human Rights Vol. 21, No. 3, September 2003.

Book: *Os Direitos Humanos Como Tema Global*, São Paulo, Perspectiva, 2003 (“Human Rights as a Global Theme”);

Book: *Relações Internacionais e Temas Sociais: A Década das Conferências*, Brasília, IPRI/FUNAG, 2001 (“International Relations and Social Issues: A Decade of Conferences”);

Book: *A Arquitetura Internacional dos Direitos Humanos*, São Paulo, FTD, 1997 (“The International Architecture of Human Rights”).

Vassilis Tzevelekos (Greece)

I. Professional experience (teaching – research – legal practice)

04/2016–present	Senior Lecturer in Law University of Liverpool School of Law and Social Justice
09/2016–01/2017	External Lecturer University of Manchester School of Law (part time contract)
05/2015–04/2016	Senior Lecturer in Law University of Hull Law School
09/2010–04/2015	Lecturer in Law University of Hull Law School
08/2009–06/2010	Research Fellow University of Michigan Law School (Grotius Fellowship)
09/2008–12/2008	Visiting Research Fellow University of Columbia Law School
Since 2004	Qualified Lawyer (attorney-at-law) Qualified with the Athens' Bar to appear before the highest courts in Greece (e.g. Court of Cassation and Council of State)
2000–2002	Research intern Ministry of Foreign Affairs of Greece, Service of Diplomatic and Historical Archives

II. Professional qualifications

2012	Fellow of the Higher Education Academy (UK) (Postgraduate Certificate on Higher Education)
2004	Athens Bar Association, Greece Qualified to practise law before the highest courts

III. Memberships – external engagement

Research institutes/societies:	European Society of International Law; International Law Association; Hellenic Society of International Law and International Relations; Greek Public Policy Forum (founding member)
Editorial boards:	<i>The ECHR Law Review</i> (co-editor in chief); <i>Brill Research Perspectives in International Legal Theory and Practice</i> (2017–present; member of the editorial board); <i>Journal of Modern Greek Studies</i> (2012–2017; member of the editorial board), <i>Efarmoges Dimosiou Dikaiau</i> (<i>Public Law in Practice</i> , 1999–2002, member of the editorial board; co-editor in chief since 2001)

Reviewer:	Among several other: Cambridge University Press, Routledge, <i>Leiden Journal of International Law</i> , <i>Netherlands Yearbook for International Law</i> , <i>European Journal of Human Rights</i> , <i>Australian Journal of Human Rights</i> , the Dutch Organisation for Scientific Research, Central European University, British Academy (Tackling the UK's International Challenges 2018), ESRC (research grants; open call – UK), FNRS (National Fund for Scientific Research – Belgium), Czech Science Foundation
-----------	---

IV. Education

2013	European University Institute, Florence, Italy (Department of Law) PhD in law Doctoral thesis title: <i>La coutume internationale générale entre volonté et nécessité internationales: «... c'était quand même une solution». Un essai de déconstruction des présupposés doctrinaux volontaristes et objectivistes</i>
2006	European University Institute, Florence, Italy (Department of Law) MRes in legal research
2005	College of Europe, Bruges, Belgium (Department of Political Science) MA in European Political and Administrative Studies
2003	Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, Paris, France (Department of Law) DEA droit international public et organisations internationales
2002	National and Kapodistrian University of Athens, Athens, Greece (Department of Law) LLB (Ptychio)

V. Current research funding

Swiss Network for International Studies

Research Grant (300.000 Swiss francs); Project title: European consensus (co-investigator; main applicant Professor Slapin; part of a team of lawyers, political scientists and computer scientists creating an algorithm used to identify the use of the consensus method of interpretation in the case law of the European Court of Human Rights and conceptualising said method by means of quantitative analysis)

VI. Languages

Greek	Native speaker
English	Proficient user in understanding, speaking and writing
French	Proficient user in understanding, speaking and writing
Italian	Working knowledge, independent user in understanding, basic user in speaking and writing

VII. Organisation of international conferences and workshops

2019	The 'Greek Case' in the Council of Europe: A Game Changer for International Law and Human Rights? University of Athens, 12–14/12/2019 [invited member of the scientific committee]
2019	Loyal Co-Operation within the System of the European Convention on Human Rights University of Liverpool, International Law and Human Rights Unit, Liverpool, UK, 10–11/05/2019 [co-organised with Dr Dzehtsiarou]
2017	Extraterritoriality of EU Law and Human Rights After Lisbon: Scope and Boundaries University of Sussex, Sussex European Institute, Sussex, UK, 13–14/07/2017 [co-organised with Dr Velluti]
2016	Building Consensus on European Consensus European University Institute, Florence, Italy, 1–2/06/2016 [co-organised with Dr Kapotas and Professor Patterson]
2015	Making International Custom More Tangible University of Hull, McCoubrey Centre for International Law, Hull, UK, 2–3/06/2015 [co-organised with Professor Barnes, Professor Moir, Mr Massarella and Ms Rosello]
2014	Procedural Fairness in International Courts and Tribunals University of Surrey, Surrey, UK, 19–20/09/2014 [co-organised with Dr Sarvarian, Dr Fontanelli, Dr Zidar and Dr Baker]
2013	Beyond Responsibility to Protect: Towards Responsible Use of International Law? University of Hull, McCoubrey Centre for International Law, Hull, UK, 4–5/06/2013 [co-organised with Professor Barnes, Mr Massarella and Ms Okechukwu]
2012	The EU Accession to the ECHR Maastricht University, Brussels, Belgium, 16–17/11/2012 [co-organised with Dr Kosta and Dr Skoutaris]

VIII. Participation at conferences and workshops

2019	Conclusions Conference: <i>The 'Greek Case' in the Council of Europe: A Game Changer for International Law and Human Rights?</i> The Netherlands Institute at Athens, the Danish Institute at Athens, the Swedish Institute at Athens, the Norwegian Institute at Athens, the Marangopoulos Foundation for Human Rights, University of Athens, Athens, Greece, 12–14/12/2019
2019	Presentation: The Contribution of the Greek Legal Order to the Shaping of International Standards Pertaining to the Criminalisation of Negationism Conference: <i>The Punishment of Negationism (Memory Law – International Crimes and the Problem of Denial)</i> University of Warsaw, Faculty of Political Science and International Studies and Justice Institute Warsaw, Poland, 07–08/10/2019

- 2019 Presentation: Assessing the Impact of Vulnerability on European Public Order in the Case Law of the ECtHR
Conference: *Public Law in Times of Change*
ICON•S International Society of Public Law, Pontifical Catholic University of Chile, Santiago, Chile, 01–03/07/2019
- 2019 Presentation: Judge-Imposed Standards of Solidarity Vis-à-Vis Vulnerable (Groups of) Individuals: A Critique of the Approach of the ECtHR's Grand Chamber
Conference: *Interdisciplinary Perspectives on European Solidarity*
University of the West of England, Bristol, UK, 24–25/07/2019
- 2019 Presentation: Walking a Tightrope: The ECtHR's European Consensus Method of Interpretation as a Balance Stick
Seminar series: *Public, European and International Law*
University of Milano Bicocca, Milan, Italy, 05/04/2019 [invited speaker]
- 2017 Presentation: The ECtHR's European Consensus Method of Interpretation: Constructed (Il)Legitimacy
Seminar series: *Human Rights and Social Justice Forum*
University of Newcastle Law School, Newcastle, UK, 17/05/2017 [invited speaker]
- 2017 Presentation: Transnational Threats and Concurrent State Responsibility
Conference: *Transnational Legal and Political Theory Conference*
University of Bar-Ilan, Law Faculty, Israel, Tel Aviv, 07–08/05/2017
- 2017 Presentation: Derogations from the ECHR in Military Operations: The UK Proposal
Conference: *Derogation from the European Convention on Human Rights under Contemporary Situations of Emergency*
University of Graz, Institute of International Law and International Relations, Graz, Austria, 04/05/2017 [invited speaker]
- 2016 Presentation: Compliance with the ECtHR Judgments by Greece: Selected Case Studies
Conference: *Regional Challenges in the Implementation of the European Convention on Human Rights*
Council of Europe, Constitutional Court of the Republic of Lithuania, European Humanities University, Vilnius, Lithuania, 08–09/12/2016 [invited speaker]
- 2016 Presentation: Between Fragmentation and Convergence in European Human Rights Law: The European Consensus Method of Interpretation
Conference: *12th Annual Conference: How International Law Works in Times of Crisis*
European Society of International Law, Riga, Latvia, 08–10/09/2016

- 2016 Presentation: Concurrent State Responsibility in International Cultural Heritage Law between *Erga Omnes* Obligations and Territoriality
Conference: *All Art and Cultural Heritage Law Conference*
University of Geneva, Art Law Centre, Geneva, Switzerland, 24–25/06/2016
- 2016 Presentation: Lessons from Strasbourg: “European Consensus” and the Role of Judges in European Constitutional Democracy
Conference: *Rethinking European Constitutional Democracy*
ELTE Faculty of Social Sciences, Budapest, Hungary, 23–24/06/2016
- 2016 Discussion of papers
Conference: *Evaluating the Impact of R2P – 10 Years On: An Idea whose Time has Come and Gone?*
University of Lincoln Law School, Lincoln, UK, 22/04/2016 [invited speaker]
- 2016 Conclusions
Conference: *The Age of Austerity: A New Challenge for State Powers*
University of Edinburgh, Europa Institute and Edinburgh Centre for Constitutional Law, Edinburgh, UK, 30/03/2016 [invited speaker]
- 2016 Presentation: Concurrent State Responsibility in International Cultural Heritage Law: Between *Erga Omnes* Obligations and Territoriality
Conference: *Intersections in International Cultural Heritage Law*
Georgetown University Law Center, Washington DC, USA, 29–30/03/2016 [paper presented by co-author]
- 2015 Presentation: “Globalising” Reaction to Global Threats in the Areas of Human Rights and Environmental Law: Concurrent Responsibility to Protect
Conference: *Taming Power in Times of Globalization: What Role for Human Rights*
University of Ireland, Irish Centre for Human Rights National, Galway, Ireland, 30/11–01/12/2015
- 2015 Presentation: Migrants at Sea: A Duty to Protect?
Conference: *Blurring Boundaries: Human Security and Migration*
University of Graz, Graz, Austria, 26–27/11/2015
- 2015 Presentation: How to Walk a Tightrope: The ECtHR’s European Consensus Method of Interpretation
Conference: *In Search of Basic European Values*
European Faculty of Law, Graduate School of Government and European Studies, Ljubljana, Slovenia, 20–21/11/2015
- 2015 Presentation: Migrants at Sea: A Duty to Protect?
Conference: *Europe’s Shared Burden: Collective Responsibility for Migrants at Sea*
UCD Sutherland School of Law, Dublin, Ireland, 9–10/10/2015 [paper presented by co-author]

- 2015 Presentation: State Obligations towards Asylum Seekers under the ECHR: Applying the Principle of ‘Due Diligence’ to Non-Refoulement Cases
Conference: *Annual Conference: The Society of Legal Scholars*
University of York, York, UK, 01–4/09/2015
- 2015 Presentation: Allocation of Responsibility for Breaches of Human Rights and the Effects of the ECtHR’s Practice on the Autonomy of the EU Legal Order
Roundtable: *Opinion 2/13: Current and Future Challenges for the Protection of Human Rights in Europe*
University of Lincoln Law School, Lincoln, UK, 10/04/2015[invited speaker]
- 2015 Presentation: The Blame Game: Allocation of Responsibility Between the EU and its Member States for Human Rights Breaches under the ECHR: State of Play and the Way Forward
Workshop: *The EU’s Accession to the ECHR*
University of Liverpool School of Law and Social Justice, Liverpool European Law Unit, Liverpool, UK, 25/03/2015 [invited speaker]
- 2014 Intervention: The Role of Judges in Custom Making
Workshop: *Seminar on the Identification of Customary International Law*
University of Lincoln Law School, Lincoln, 13–14/11/2014 [invited speaker]
- 2014 Presentation: Concurrent Responsibility of the EU in Human Rights Breaches under the ECHR
Conference: *Beyond State Obligations in International Human Rights Law: Towards Common Principles on the Obligations of Multiple Actors*
GLOTHRO Final Conference, Åbo Akademi Institute for Human Rights, Åbo/Turku, Finland, 27–29/03/2014
- 2013 Presentation: Due Diligence and Concurrent Responsibility in Extraterritorial Environmental Protection
Conference: *The Changing Nature of International Environmental Law: Evolving Approaches of the United States and the European Union*
Joint Symposium of the American Society of International Law and the European Society of International Law International Environmental Law Interest Groups, Graduate Institute of International and Development Studies, Geneva, Switzerland, 22–23/11/2013
- 2013 Presentation: Custom as a Matrix and Custom as a Norm: The Role of the Interpreter in Custom-Making and its Fragmentation
Conference: *Constitutionalisation and Fragmentation of International Law Revisited*
Polish Academy of Sciences, Institute of Law Studies, Warsaw, Poland, 18–19/11/2013

- 2013 Presentation: Extraterritoriality in Human Rights Protection and Concurrent International Responsibility
Seminar series: *International and European Law Research Seminar Series*
University of Lincoln Law School, Lincoln, UK, 13/02/2013 [invited speaker]
- 2012 Presentation: When Elephants Fight it is the Grass that Suffers: “Hegemonic Struggle” in Europe and its Side-Effects for International Law
Conference: *A Europe of Rights: the EU and the ECHR*
University of Surrey, School of Law, Guildford, UK, 08–09/06/2012
- 2012 Presentation: The Role of Effectiveness in the Exercised Control in Extraterritorial Human Rights Breaches: Due Diligence and Shared Responsibility
Conference: *State Responsibility: Current and Future Challenges*
International Law Association, Hellenic Branch, Athens, Greece, 09–10/02/2012 [invited speaker]
- 2011 Presentation: Extraterritorial Judicial Jurisdiction in Human Rights, the Criterion of Effective Control and its Paradoxes. State Fault and Shared Responsibility
Conference: *Foundations of Shared Responsibility in International Law*
University of Amsterdam, Amsterdam Centre for International Law, Amsterdam, The Netherlands, 17–18/11/2011
- 2011 Presentation: Popular and National Sovereignty in the Greek Financial Crisis
Roundtable discussion: *A Panel Discussion on the Greek Crisis. Social and Political Aspects – Global Implications*
Brown University, Watson Institute for International Studies and the Modern Greek Studies Programme, Providence, USA, 17/10/2011 [invited speaker]
- 2011 Presentation: From Popular Sovereignty to Sovereign Debts: A Socio-Legal Perspective
Conference: *Modern Greek Studies Association Symposium*
Modern Greek Studies Association, New York University, New York City, USA, 13–15/10/2011
- 2011 Presentation: If Justice worked ...
Workshop: *European Institutions in Crisis: Greece in Context*
Greek Public Policy Forum, University of Oxford, Nuffield College, Oxford, UK, 23–24/06/2011 [event organiser]
- 2010 Presentation: In the Aftermath of the *Bosphorus-Kadi* Saga: The “Hegemonic Struggle” of the “Quasi-Constitutional” European Judge, Institutional Fragmentation within the European Subsystem and its Side-Effects for the Broader International System
Conference: *Concerning States of Mind, Disturbing the Minds of States*
University of Toronto, Faculty of Law, Toronto Group for the Study of International Transnational and Comparative Law, Toronto, Canada, 29–30/01/2010

- 2010
Presentation: National Judges and Supranational Laws on the Effective Application of the EC Law and the ECHR: The Case of Greece
Workshop: National Judges and Supranational Laws on the Effective Application of the EC Law and the ECHR
Scuola Superiore Sant'Anna, Pisa, Italy, 15–16/01/2010 [invited speaker]
- 2009
Presentation: The “Hegemonic Struggle” of the “Quasi-Constitutional” European Judge: Institutional Fragmentation within the European Subsystem
Conference: A Unique European Institution: The European Court of Human Rights after 50 Years
University of Copenhagen, Copenhagen, Denmark, 21–22/03/2009
- 2009
An Evaluation of the Use of the Systemic Integration Technique of Interpretation within the Case Law of the European Court of Human Rights: Reinforcement of the “Special” Nature of the European Convention on Human Rights or Prevention of the Fragmentation of International Law? [in Greek]
Conference: International Justice in the 21st Century: Challenges and Perspectives
Hellenic Society of International Law and International Relations, University of Macedonia, Thessaloniki, Greece, 06–07/03/2009
- 2008
Presentation: Legal Pluralism’s Judicial Comity v. De Facto Systemic Hierarchy within the European Subsystem. The “Hegemonic Struggle” of the “Quasi-Constitutional” European Judge
Conference: The Next 50 Years: The Future of European Law and Policy
University of Birmingham Law School, Birmingham, UK, 02–04/07/2008
- 2007
Presentation: Beyond Legal Accountability of Rule-Making NGOs at the International Level
Workshop: Accountability of Private Organisations
European University Institute, Florence, Italy, 30/11–01/12/2007 [invited speaker]
- 2007
Presentation: An Alternative Reading of the European Court of Human Rights’ Case-Law against Greece: Focusing on the Applicant’s Identity
• Symposium: *Modern Greek Studies Association Symposium*
Modern Greek Studies Association, Yale University, New Haven, USA, 18–21/10/2007
- 2007
Presentation: The Use of Article 31(3)(c) of the Vienna Convention on the Law of Treaties in the Case Law of the European Court of Human Rights: An Effective Anti-Fragmentation Tool or a Selective Loophole Facilitating Judicial Activism?
• Conference: *The New International Law*
University of Oslo, Oslo, Norway, 15–18/03/2007

2006	Presentation: Les circonstances factuelles en droit des investissements internationaux: incompatibles avec les exigences de la sécurité juridique? Workshop: <i>Flexibilité du droit international des investissements: Critères et standards à la disposition de l'arbitre pour l'interprétation et l'application des normes</i> European University Institute, Florence, Italy, 25/03/2006
2002	Presentation: The Case Law of the European Court of Human Rights in Cases against Greece Conference: <i>De-Balkanization in the Balkans: Rethinking the Perceptions</i> University of Marmara, Istanbul, Turkey, 30/04/2002 [invited speaker]

IX. Publications

A. Edited books

- *Building Consensus on European Consensus. Judicial Interpretation of Human Rights in Europe and Beyond*, P. Kapotas, V.P. Tzevelekos (eds.), CUP, 2019
 - Review: C. Heri, *Human Rights Law Review*, vol. 19(4), 2019, pp. 811–816
- *Beyond Responsibility to Protect. Generating Change in International Law*, R.A. Barnes, V.P. Tzevelekos (eds.), Intersentia, 2016
 - P. Hilpold, *Europa Ethnica Zeitschrift für Minderheitenfragen*, 2017
- *Procedural Fairness in International Courts and Tribunals* (eds.), A. Sarvarian, et al. (eds.), BIICL, 2015
 - J. Simonoff, *American Journal of International Law*, vol. 111(3), 2017, pp. 811–816
- *The EU Accession to the ECHR*, V. Kosta, N. Skoutaris and V.P. Tzevelekos (eds.), Hart, 2014
 - Review: P. Craigl, “POMFR: The EU Accession to the ECHR”, *European Law Blog*, <http://europeanlawblog.eu/?p=2633>
 - Review: C. Eckes, “EU Accession to the ECHR: *Ante Portas* or a Mirage on the Horizon?”, *I-connect Blog*, www.icconnectblog.com/2014/11/eu-accession-to-the-echr-ante-portas-or-a-mirage-on-the-horizon/
 - Review: C. Nikolaidis, *Revue hellénique des droits de l'homme*, vol. 64, 2015, pp. 471–472
 - Review: S. Inglesias, *Common Market Law Review*, vol. 52, 2015, pp. 1722–1723
 - Review: T. Lock, *European Law Review*, vol. 41, 2016, pp. 289–291

B. Edited special journal issues

- *Questions of International Law, Zoom-In*, vol. 65, 2020 [The Meaning and Effects of *Erga Omnes* within the Prespa Agreement of 17 June 2018 between Greece and North Macedonia, <http://www.qil-qdi.org/the-meaning-and-effects-of-erga-omnes-within-the-prespa-agreement-of-17-june-2018-between-greece-and-north-macedonia/>]

- *Europe and the World. A Law Review*, 2018 [Extraterritoriality of EU Law and Human Rights, co-edited with S. Velluti, <https://www.scienceopen.com/collection/96617f03-b068-4583-b7e0-fc9a5e9caf6f>]
- *International Community Law Review*, vol. 19(1), 2017 [International Customary Law]
- *European Journal of Human Rights*, 2013(4) [The EU Accession to the ECHR, co-edited with V. Kosta and N. Skoutaris]
- *Efarmoges Dimosiou Dikaïou*, 2002, special issue I/2002 [The ECtHR Case Law against Greece, co-edited with M. Gkana]

C. Journal articles

- The Meaning and Effects of *Erga Omnes* within the Prespa Agreement of 17 June 2018 between Greece and North Macedonia. An Introductory Note – *Questions of International Law, Zoom-In*, vol. 65, 2020, pp. 1–19 [http://www.qil-qdi.org/wp-content/uploads/2020/01/02_PRESPA_TZEVELEKOS_FIN.pdf]
- The United Kingdom’s Presumption of Derogation from the ECHR Regarding Future Military Operations Overseas: Abuse of Rights, Articles 17 and 18 ECHR, and *à la carte* Human Rights Protection – *Austrian Review of International and European Law*, vol. 22, 2017 [published in 2019], pp. 137–187
- Extraterritoriality of EU Law and Human Rights after Lisbon: The Case of Trade and Public Procurement – *Europe and the World: A Law Review*, 2018(2). [co-authored with S. Velluti, <http://discovery.ucl.ac.uk/10059443/>]
- Migrants at Sea. A Duty of Plural States to Protect (Extraterritorially)? – *Nordic Journal of International Law*, vol. 86, 2017, pp. 427–469 [co-authored with E. Katselli]
- Introductory Note. Beyond the Identification of Customary Rules – *International Community Law Review*, vol. 19, 2017, pp. 1–8
- International Custom Making and the ECtHR’s European Consensus Method of Interpretation – *European Yearbook of Human Rights*, vol. 16, 2016, pp. 313–344 [co-authored with K. Dzehtsiarou]
- Towards a Humanized International “Constitution”? – *Leiden Journal of International Law*, vol. 29, 2016, pp. 343–364 [co-authored with L. Lixinski]
- Reconstructing the Effective Control Criterion in Extraterritorial Human Rights Breaches. Direct Attribution of Wrongfulness, Due Diligence, and Concurrent Responsibility – *Michigan Journal of International Law*, vol. 36(1), 2015, pp. 129–178
- A “Systemic” Reading of the ECtHR’s Judgment in *MSS v. Belgium and Greece*: Concurrent International Responsibility, the Limits of Due Diligence and Questions of Compatibility between the ECHR and EU Law – *To Syntagma*, 2013(3-4), pp. 509–559 [in Greek, co-authored with D. Kagiros]
- Revisiting the Humanisation of International Law: Limits and Potential. Obligations *Erga Omnes*, Hierarchy of Rules and the Principle of Due Diligence as the Basis for Further Humanisation – *Erasmus Law Review*, vol. 6(1), 2013, pp. 62–76
- The Use of Article 31(3)(c) of the VCLT in the Case Law of the ECtHR. An Effective Anti-Fragmentation Tool or a Selective Loophole for the Reinforcement of the Teleology of Human Rights? Between Evolution and Systemic Integration – *Michigan Journal of International Law*, vol. 31, 2010, pp. 621–690
- In Search of Alternative Solutions. Can the State of Origin be Held Internationally Responsible for Investors’ Human Rights Abuses which are not Attributable to it? – *Brooklyn Journal of International Law*, vol. 35, 2010, pp. 155–231

- Vers la reconnaissance d'un droit étatique à l'autoprotection? Entre le droit et la politique – *Revue Générale de Droit International Public*, 2008(2), pp. 295–328
- Perspectives of Systemic Integration within the European Subsystem and its Subordination to the General System. Answers to the Institutional Fragmentation of International Law: Legal Pluralism with No Hierarchy or Limitless Institutional Comity? – *Efarmoges Dimosiou Dikaïou*, 2007, special issue, pp. 381–422 [in Greek]
- The Unhindered Exercise of the Right of Individuals to Access the ECtHR. The Cyprus Issue: Recent and Current Developments within the Framework of the ECHR System. Reinforcement or Deconstruction of the “Acquis”? [Part II] – *Dike*, vol. 36, 2005, pp. 1273–1294 [in Greek, co-authored with V. Koutroulis]
- Execution of and Compliance with ECtHR Judgments. The Cyprus Issue: Recent and Current Developments within the Framework of the ECHR System. Reinforcement or Deconstruction of the “Acquis”? [Part I] – *Dike*, vol. 36, 2005, pp. 1148–1175 [in Greek, co-authored with V. Koutroulis]
- Opening Remarks: The ECHR System of Protection and its Importance for the Greek Legal Order – *Efarmoges Dimosiou Dikaïou*, 2002, special issue I/2002, pp. 3–13 [in Greek]
- The Question of Minorities in the International Political Arena. Dimensions and Perspectives of International Protection – *Efarmoges Dimosiou Dikaïou*, 2001, pp. 55–111 [in Greek, co-authored with M. Charokopos]
- On the Occasion of the *Loizidou* and the 4th *Cyprus v. Turkey* Cases. The Cyprus Issue and its European and International Ordeal – *Efarmoges Dimosiou Dikaïou*, 1999, pp. 226–263 [in Greek, co-authored with M. Ioannou]

D. Book chapters

- The Importance of State Practice in the Shaping of International Standards Pertaining to the Clash between Free Speech and the Banning of Negationism: The Contribution of the Greek Legal Order in P. Grzebyk (ed.), *Responsibility for Negation of International Crimes*, Instytut Wymiaru Sprawiedliwości, Justice Institute, 2020, pp. 259–290 [co-authored with D. Kagiarios]
- The Case of the Eight Turkish Military Personnel who Sought Asylum in Greece after the Failed 2016 Coup Attempt in Turkey: Fair Trial as a Reason Precluding Non-Refoulement and (Stricto Sensu) Proportionality in L. Kiousopoulou, M. Tsirli, P. Voyatzis (eds.), *Human Rights in Times of Illiberal Democracies: Liber Amicorum in Memoriam of Stavros Tsakyrakis*, Nomiki Bibliothiki Publishers, 2020, pp. 57–80 [co-authored with D. Kagiarios]
- The World Heritage Convention and the Law of State Responsibility: Promises and Pitfalls in A.M. Carstens, E.C. Varner (eds.), *Intersections in International Cultural Heritage Law*, OUP, 2020, pp. 247–266 [co-authored with L. Lixinski]
- How (Difficult Is It) to Build Consensus on (European) Consensus? in P. Kapotas, V.P. Tzevelekos (eds.), *Building Consensus on European Consensus. Judicial Interpretation of Human Rights in Europe and Beyond*, CUP, 2019, pp. 1–26 [co-authored with P. Kapotas]
- The Shared Territory of the ECHR and International Investment Law in Y. Radi (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Investments*, Elgar, 2018, pp. 93–136 [co-authored with M. Fanou]
- Reparation of the Rights to Property and Home of Displaced Persons Arising from Armed Conflict under the European Convention on Human Rights. Falling Short of the Exigencies of International Law and the Humanistic Purpose of Human Rights in E. Katselli (ed.), *The Rights of those Displaced by Armed Conflict in the Theory and Practice of Contemporary International Law*, Routledge, 2018, pp. 84–114

- The Strained, Elusive and Wide-Ranging Relationship between International Cultural Heritage Law and the Law of State Responsibility. From Collective Enforcement to Concurrent Responsibility in A. Chechi, M.A. Renold (eds.), *Cultural Heritage Law and Ethics: Mapping Recent Developments*, Études en droit de l'art / Studies in art law / Studien zum Kunstrecht 26, Schulthess – Éditions Romandes, 2017, pp. 7–43 [co-authored with L. Lixinski]
- Human Security and Shared Responsibility to Fight Transnational Crimes: Resolution 2240 (2015) of the UN Security Council on Smuggling of Migrants and Human Trafficking off the Coast of Libya in *Blurring Boundaries: Human Security and Forced Migration*, S. Salomon, L. Heschl, G. Oberleitner and W. Benedek (eds.), Brill, 2017, pp. 99–121
- *Juris Dicere*: Custom as a Matrix, Custom as a Norm, and the Role of Judges and (Their) Ideology in Custom Making in *Power of Legality: Practices of International Law and their Politics*, N. Rajkovic, T. Aalberts and T. Gammeltoft-Hansen (eds.), CUP, 2016, pp. 188–208
- From the Internationalisation of National Constitutions to the “Constitutionalisation” of International Law in *Fragmentation vs the Constitutionalisation of International Law*, A. Jakubowski, K. Wierczyńska (eds.), Routledge, 2016, pp. 32–52 [co-authored with L. Lixinski]
- The Making of International Human Rights Law in *Research Handbook on the Theory and Practice of International Law-Making*, C.M. Brölmann, Y. Radi (eds.), Edward Elgar, 2016, pp. 329–353
- Beyond Responsibility to Protect. Ceci n’est pas une Pipe in *Beyond Responsibility to Protect. Generating Change in International Law*, R.A. Barnes, V.P. Tzevelekos (eds.), Intersentia, 2016, pp. 3–29 [co-authored with R. Barnes]
- Article 19 – in La convention de Vienne de 1978 sur la succession d’États en matière de traités. Commentaire article par article et études thématiques, Vol. 1, G. Di Stefano, G. Gaggioli, A. Hêche (eds.), 2016, pp. 709–733 [co-authored with P. Mavroidis]
- The EU Accession to the ECHR *Ante Portas*: Questions Raised by Europe’s New Human Rights Architecture – in *The EU Accession to the ECHR*, V. Kosta, N. Skoutaris, V. Tzevelekos (eds.), Hart, 2014, pp. 1–14 [co-authored with V. Kosta and N. Skoutaris]
- When Elephants Fight it is the Grass that Suffers. ‘Hegemonic Struggle’ in Europe and its Side-Effects for International Law in *Human Rights Law in Europe: The Influence, Overlaps and Contradictions of the EU and the ECHR*, K. Dzehtsiarou, T. Konstantinides, T. Lock and N. O’Meara (eds.), Routledge, 2014, pp. 9–34
- Report on Greece in *The National Judicial Treatment of the ECHR and EU Laws. A Constitutional Comparative Perspective*, G. Martinico and O. Pollicino (eds.), Europa Law Publishing, Groningen, 2010, pp. 225–251 [co-authored with S. Vetsika]

E. Case notes

The *Al-Dulimi* Case before the Grand Chamber of the European Court of Human Rights. Business as Usual? Test of Equivalent Protection, (Constitutional) Hierarchy and Systemic Integration – *Questions of International Law*, Zoom-In 38, 2017, pp. 5–34

ECtHR, *Serif v. Greece – Efarmoges Dimosiou Dikaïou*, 2000, pp. 115–129 [in Greek]

ECtHR, *Tsavachidis v. Greece – Efarmoges Dimosiou Dikaïou*, 1999, pp. 325–336 [in Greek]

F. Encyclopedias

Standing: European Court of Human Rights (ECtHR) – *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law*, December 2019

G. Book reviews

M. Beham, *State Interest and the Sources of International Law: Doctrine, Morality, and Non-Treaty Law*, Routledge, 2018 – *International Community Law Review*, vol. 21, 2019, pp. 485–489

K. Dzehtsiarou, *European Consensus and the Legitimacy of the European Court of Human Rights*, Cambridge University Press, 2015 – *Common Market Law Review*, vol. 53, 2016, pp. 1145–1148

A. Sarvarian, *Professional Ethics at the International Bar*, Oxford University Press, 2013 – *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 64, 2015, pp. 977–978

F. Fontanelli, G. Martinico, P. Carrozza (eds.), *Shaping Rule of Law through Dialogue*, Europa Law Publishing, 2009 – *Common Market Law Review*, vol. 47, 2010, pp. 1559–1561

H. Notes in academic blogs

The Hagia Sophia, Secularism, and International Cultural Heritage Law – *ASIL Insights*, September 2020, vol. 24, issue 25, <https://www.asil.org/insights/volume/24/issue/25/hagia-sophia-secularism-and-international-cultural-heritage-law> [co-authored with L. Lixinski]

A Way for the ECtHR to Foster the Domestic Oversight of Emergency Measures Against the Pandemic: Procedural Rationality's Special Mission – *The ECHR Blog*, May 2020, http://echrblog.blogspot.com/2020/05/guest-post-on-european-court-domestic_26.html [co-authored with K. Istrefi]

Herd Immunity and Lockdown: The Legitimacy of National Policies Against the Pandemic and Judicial Self-Restraint by the ECtHR – *Strasbourg Observers*, May 2020, <https://strasbourgobservers.com/2020/05/11/herd-immunity-and-lockdown-the-legitimacy-of-national-policies-against-the-pandemic-and-judicial-self-restraint-by-the-ecthr/>

Respect and Protection of International Law Beyond the Borders (of Human Rights) – *Völkerrechtsblog*, June 2015, <http://voelkerrechtsblog.org/respect-and-protection-of-international-law-beyond-the-borders-of-human-rights/>

I. Editorial notes

The Conscience of Europe that Landed in Strasbourg: A Circle of Life of the European Court of Human Rights – *European Convention on Human Rights Law Review*, vol. 1(1), 2020, pp. 1–6 [co-authored with K. Dzehtsiarou]

Normal as Usual? Human Rights in Times of Covid-19 – *European Convention on Human Rights Law Review*, vol. 1(2), 2020, pp. 141–149 [co-authored with K. Dzehtsiarou]

J. Forthcoming publications

Sociological Objectivism: Still Relevant? – in R. Deplano, N. Tsagourias (eds.), *Research Methods in International Law: A Handbook*, 2020 [co-authored with A. Berkes, 12,000 words]

K. Articles/notes in non-academic journals

A First Assessment of the Agreement Settling the Macedonia Name Dispute, Portal of *The Books' Journal*, 07-07-2018, <http://booksjournal.gr/γνώμες/item/2761-makedoniko-mia-prvth-apotimhsh> [in Greek, a detailed commentary of the Prespa Agreement settling the naming dispute between Greece and North Macedonia]

The Turkish Asylum Seekers and Greece's Stance, Portal of *The Books' Journal*, 04-01-2017, http://booksjournal.gr/index.php?option=com_k2&view=item&id=2476:oi-tourkoi-iketes-kai-to-agos-ths-elladas&Itemid=365 [in Greek, on non-refoulement and the duty of the Greek state to refrain from extraditing the Turkish military personnel who allegedly participated at the Turkish coup of July 15, 2016]

WWII Reparations by Germany, *The Books' Journal*, vol. 54, 2015, pp. 24–27 [in Greek]

The Greek Constitution: What Ought to Be Changed, *The Books' Journal*, vol. 50, 2014, pp. 20–30 [in Greek, co-authored with E. Dinas, A. Georgopoulos, D. Kagiarios and N. Konstantinidis]

Hell is Us: Three Arguments Regarding the ECtHR Judgment on the Exclusion of Same-Sex Couples from Civil Partnership Legislation in Greece, *The Books' Journal*, vol. 39, 2014, <http://booksjournal.gr/παρεμβάσεις/item/65-η-κόλαση-είμαστε-εμείς> [in Greek, co-authored with P. Kapotas]

When the Elephant in the Room Can No More Be Ignored: Black Violence, Red Excuses, Means and Ends in a Quasi-Failed State, *Anamorfosis*, 29-11-2012, <http://anamorfosis.net/blog/?author=481> [in Greek, on means of democratic reaction against extremist political parties]

Ibis redibis non morieris in bello. The ICJ Advisory Opinion on Kosovo's Declaration of Independence, *Revma*, vol. 8, 2010, pp. 48–51 [in Greek]

Towards a “Parliamentarisation” of the EU?, *Evropaiki Ekfrassi*, vol. 66, 2007, pp. 39–44

An Eventual Cyprus Accession to the EU as a Driving Force towards the Settlement of the Cyprus Issue, *Evropaiki Ekfrassi*, 2003, vol. 48, pp. 13–17 [in Greek]
